

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 03/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2025

Contexte et constats

Publié sur 

ACCESSITE - CENTRE COMMERCIAL VALENTINE

Route de la Sablière
13011 Marseille

Références : GP-D-2025-0514
Code AIOT : 0006408674

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2025 dans l'établissement ACCESSITE - CENTRE COMMERCIAL VALENTINE implanté Route de la Sablière 13011 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite était destinée à vérifier la situation administrative du site, connu des services de l'inspection comme exploitant plusieurs tours aéroréfrigérantes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACCESSITE - CENTRE COMMERCIAL VALENTINE
- Route de la Sablière 13011 Marseille
- Code AIOT : 0006408674
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est un centre commercial implanté dans le quartier de la Valentine.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2017, article R511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les tours aéroréfrigérantes ont été démantelées depuis plusieurs années et remplacées par des groupes froids relevant du régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 1185 de la nomenclature ICPE.

La bonne réalisation des démarches administratives liées à ces évolutions doit encore être justifiée par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2017, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Le site disposait bien de tours aéroréfrigérantes, démantelées en 2013. Ces équipements ont été remplacés par des groupes froids, relevant de la rubrique 1185-2-a de la nomenclature ICPE sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique. La société Accessite n'a pas été en mesure de justifier la notification de la mise à l'arrêt définitif des TAR, et la déclaration des équipements relevant de la rubrique 1185.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société Accessite devra justifier, dans un délai d'un mois, d'une part, que les démarches réglementaires relatives à la cessation définitive d'activité des TAR ont bien été réalisées, et d'autre part, que les installations relevant de la rubrique 1185 ont été régulièrement déclarées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois